

LE PROLETARIAT ET LA GUERRE (Suite)

UNE OPINION

Je lis toujours avec plaisir et profit les Cahiers Rouges. Il existe entre nous une sympathie de sentiments profonds qui nous rapproche et nous unit, particulièrement sur le plan de la politique intérieure... Mais, il faut bien le dire, des camarades et moi, nous ne sommes pas entièrement d'accord avec la Gauche révolutionnaire : Sa position de combat devant le fascisme extérieur ne nous convient pas. Pour nous joindre à ce groupement, nous attendons une orientation nouvelle.

Le prolétariat et la guerre

Grave problème, en effet; le plus grave de tous, comme le remarque si judicieusement Collinet. Nous connaissons tous la pensée et la résolution des ultrapacifistes : « En temps de guerre, c'est le prolétariat qui est vaincu, c'est la bourgeoisie qui triomphe; en conséquence, bas les armes et sabotage. »

J'ai essayé, vainement d'ailleurs, de comprendre cette vieille position de « défaitisme national » qui devient à notre époque du « défaitisme révolutionnaire ». Ce n'est pas de gaieté de cœur que je me remémore mes anciennes campagnes antimilitaristes. Quel chemin parcouru depuis! Deviendrais-je chauvin? Un vulgaire profiteur de la prochaine dernière? Au défaut de compréhension des autres, ma conscience me tranquillise... Il faut donc chercher ailleurs les mobiles qui dictent la conduite des camarades qui pensent comme moi.

Nos Frères des Colonies

TORQUEMADA AU MAROC

Dans le Maroc socialiste du 13 décembre, Chaignaud dénonce le fait suivant :

Nous venons d'apprendre que dans la région du Tadla, un certain contrôleur civil qui a nom Tallec et qui sévit à Dar Ould Zidouh, se livre à des actes non seulement d'arbitraire, mais encore de brutalité souvent poussée jusqu'à la sauvagerie.

Ce contrôleur-torquemada, ayant fait arrêter sans preuves de culpabilité, ni même sans présomptions graves, quelques Marocains, les fit jeter dans une fosse profonde à ciel ouvert, au fond de laquelle ils ne pouvaient ni se coucher, ni s'asseoir, restant debout jours et nuits, sous une pluie battante.

Sous la menace, un adoul arrêté fut contraint de dresser une attestation qu'il signa et par laquelle il déclarait qu'un de ses compatriotes se trouvait à une date fixée, en un lieu déterminé, alors que cela était faux. Mais il fallait au contrôleur tortionnaire, une justification à physionomie authentique, afin de pouvoir incarner sa victime élue.

Eh bien ! une fois de plus, nous protestons énergiquement contre ces mœurs d'un autre âge et nous demandons que ce contrôleur fasciste à tous crins soit relevé de ses fonctions et mis hors d'état de nuire.

Les bourreaux du peuple marocain continuent leur œuvre.

Démocratie et dictature fasciste

Il ne fait de doute pour personne que les démocraties bourgeoises ne veulent pas la guerre et qu'elles feront d'importantes concessions pour l'éviter... Pourquoi? Principalement parce que les banques et les trusts qui paralysent si ouvertement l'action du gouvernement Front populaire, ont un sens trop profond des réalités : le degré d'émancipation du prolétariat est si élevé aujourd'hui que les oligarchies financières françaises se rendent parfaitement compte que, chez nous, le capitalisme ne survivrait pas à la guerre. Pour pouvoir maintenir leur domination sur le peuple, elles préféreraient perdre une partie de leurs privilèges en cédant, aux pays totalitaires, des colonies, par exemple..., trop heureuses de s'en tirer à si bon marché! Les dangers immédiats ne viennent donc pas du côté des démocraties bourgeoises; seuls, les dictateurs fascistes, acculés de plus en plus chez eux à la guerre ou à la révolution, cherchent un moyen pour se sauver de la débâcle. Une guerre évidemment victorieuse, tout en rehaussant leur prestige personnel, donnerait à leur peuple le trop-perçu des autres... Mais ils ne la feront que s'ils obtiennent l'assentiment et l'aide de la finance internationale qui miserait, en dernier ressort, sur la victoire du fascisme.

En temps de guerre, devons-nous favoriser leur désir?

Répondre à la question, c'est je crois, la résoudre.

Guerre et révolution

Supposons qu'Hitler et Mussolini triomphent grâce au défaitisme de la classe ouvrière et à la trahison des fascistes français; à moins de nous mettre un bandeau sur les yeux, nous percevons très nettement ce qu'il adviendrait de nos libertés. Vaut-il mieux l'esclavage que le combat?

Puisque nous sommes d'accord sur la nécessité de prendre le fusil contre nos fascistes de l'intérieur, nous ne sommes pas en contradiction avec nous-mêmes en nous défendant, même en régime capitaliste, contre les fascistes de l'extérieur.

Les événements — indépendants de notre volonté et qui n'ont rien de commun avec notre idéologie — nous obligent à prendre une position défensive qui nous répugne, certes, mais dont la nécessité, en certaines heures, en fait un devoir absolu. En temps de paix, négliger des précautions élémentaires d'autodéfense, et en temps de guerre, saboter une lutte engagée contre le fascisme international, avant le moment possible et désirable de la fraternisation des exploités, ce serait trahir le socialisme, ce serait livrer la classe ouvrière à ses bourreaux.

Peut-on rencontrer un antifasciste digne de ce nom assez peu clairvoyant pour commettre une pareille erreur? Parmi les militants du socialisme, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de défaitistes révolutionnaires.

L. MAURICE,

de la section socialiste de Taverny

DEFENSE DE COLLECTER POUR LES ENFANTS D'ESPAGNE !

Le camarade R. Hammadi, secrétaire de la section socialiste de Fez, a adressé, le 31 décembre, à Roger Dufour, la lettre suivante :

Cher camarade,

J'accuse réception du paquet que tu m'as adressé contenant des affiches, des listes de souscription et des insignes en vue de la « journée d'aide socialiste à l'Espagne républicaine ».

Je t'informe, cher camarade, que, par ORDRE DU RÉSIDENT GÉNÉRAL NOGUÈS, le général Blanc, commandant la région de Fez, nous a interdit toute organisation de ce genre et notamment la vente des insignes pour les enfants d'Espagne.

En face d'un gouvernement réactionnaire, nous aurions pu, de toute évidence, organiser cette journée envers et contre les autorités, prêts que nous sommes à sacrifier à notre cause.

Mais il paraît que le gouvernement actuel est composé de plusieurs ministres socialistes et que le vice-président du Conseil lui-même est socialiste. D'autre part, on nous affirme que le général Noguès est un Résident de Front populaire; nous le croyons volontiers puisqu'il a déclaré hautement lors de la féroce répression qui s'est abattue sur nos frères marocains : « J'ai derrière moi l'unanimité des partis et l'appui du gouvernement tout entier. »

Nous ne pouvons, par conséquent, que nous incliner devant cette nouvelle mesure de F.P. qui, nous n'en doutons pas, doit être justifiée.

Il est vrai que nous commençons à prendre l'habitude de la soumission, suivant en cela l'exemple de nos éminents camarades ministres.

Je te prie de m'indiquer si je dois te renvoyer les affiches et insignes.

QUE S'EST-IL PASSE aux USINES GOODRICH?

Nous donnerons ici une relation un peu détaillée des événements qui ont failli soulever la population ouvrière de Colombes et faire éclater dans toute son ampleur le conflit historique qui dressera tôt ou tard tout le prolétariat contre ses exploités et leurs complices.

C'est ce genre d'analyse que nous voudrions faire, et que nous aurions faite, dans une publication fédérale qui irait jusqu'au fond des usines éclairer les moindres détails de la lutte de classe à la lumière du marxisme révolutionnaire.

La région parisienne possède d'admirables combattants; notre rôle consiste à les aider dans la recherche des meilleures méthodes de lutte et la liquidation des fautes qui proviennent des influences extraproletariennes. Nous n'avons pas d'autre ambition, mais nous avons cette ambition de regarder les choses telles qu'elles sont et de favoriser l'exercice d'une autocritique permanente et constructive. Au surplus, la vertu suprême de l'action directe de classe réside en ceci qu'elle reclasse automatiquement les militants révolutionnaires dans le même camp et qu'elle déchire tous les voiles hypocrites que l'ennemi cherche à jeter sur les antagonismes de classe.

L'usine Goodrich

Deux mille salariés travaillant le caoutchouc. 5 à 600 communistes, 200 socialistes ou amicalistes. Presque tous les ouvriers syndiqués à la C.G.T., ainsi que 50 % des employés et 50 % des techniciens. Petits groupes de P.P.F., de chrétiens, de P.S.F. L'usine est d'origine américaine : son patron, M. Boyer, est entouré de cadres plus ou moins fascistes.

La longue patience des ouvriers

Comme dans beaucoup d'usines, et en vertu d'un plan d'attaque du patronat, les provocations et incidents se multiplient depuis des mois. Des licenciements très discutables, des sentences arbitrales non appliquées, exemple: sentence Jacomet : la demi-heure de casse-croûte doit être payée à tous les ouvriers; il faut attendre trois mois et demi avant son application! De même pour l'augmentation de 0 fr. 55 de l'heure au service d'entretien mécanique; ou encore le non-paiement des journées de récupération, etc.

Le patron surexcite ses ouvriers en n'appliquant les sentences qu'après avoir épuisé toutes les possibilités de manœuvre :

- Nous serons obligés de faire grève.
- Faites ce que vous voudrez, je m'en f...
- Nous vous donnons trois jours pour réfléchir.

Alors, quelques minutes avant l'expiration du délai :

- Soit, vous avez satisfaction.

La surexploitation

Ajoutons la fatigue et la surexploitation provoquée par l'application du système Be-deaux... Magnifique système que l'ouvrier le plus intelligent renonce à comprendre, mais qui se traduit, en fait, pour certains, par une

diminution de salaire de 12 francs par jour, malgré une augmentation de production de 10 %!

Politique syndicale

Pendant toute cette période d'incubation, la politique syndicale est orientée vers la continuation de la pause et le respect de la légalité... D'ailleurs, les divisions apparaissent assez profondes entre les communistes d'un côté, les anarcho-syndicalistes et les socialistes de l'autre. La section syndicale paraît assez divisée : des manœuvres tentent (sans y réussir) de remplacer le secrétaire, qui n'est pas communiste. Le patron croit-il que ces divergences vont favoriser ses manœuvres? Erreur de calcul, fort heureusement.

La goutte d'eau...

Le 9 décembre, on chasse, pour « faute professionnelle », un ouvrier électricien (communiste) sous prétexte qu'un brouillage sur une ligne téléphonique n'a pas été réparé. La section syndicale réagit vigoureusement et obtient, le vendredi, l'assurance que la sanction ne serait pas appliquée.

Mais, entre le vendredi et le lundi, on trouve un autre prétexte : l'ingénieur-conseil Gaestel, fasciste forcené, obtient et annonce le maintien du licenciement.

Alors, le 15 décembre, les ouvriers occupent l'entreprise. Ils sont appuyés par la section syndicale, par la Fédération des produits chimiques, par l'Union des syndicats. Les ouvriers ont raison à 100 %. Ils marchent à 100 %. Pendant huit jours, on ne prête guère attention à cette occupation dans la presse ouvrière. Une nouvelle erreur de calcul en résulte pour le Gouvernement. C'est ici que l'affaire révèle très exactement, comme un réactif sensible et sûr, la position réelle des forces sociales antagonistes.

La journée du 23 : les gardes mobiles

Les grévistes se sont parfaitement organisés : les trente membres du Comité de grève se partagent les tâches; le contrôle du roulement des équipes est rigoureux : chacun passe deux nuits sur trois chez lui, mais revient à 6 heures à l'usine. Cartes blanches, cartes jaunes, cartes roses, états de pointage, services de garde, etc. A 5 heures, ce matin-là (une heure avant le retour des équipes extérieures) cent gardes mobiles entourent l'usine. Aussitôt, les sirènes sont actionnées : elles appelleront, deux heures durant, à l'aide, et la solidarité ouvrière sera immédiate et formidable. Toutes les usines qui tournent jour et nuit, celles qui commencent à ouvrir, toutes, sans exception, débloquent dans toute la région et envoient des délégations. Comme les gardes mobiles empêchent tout contact avec les grévistes, les équipes extérieures (accourues dès le premier signal) passent dans les usines voisines, Alsthom, Erikson, Gnome et Rhône, Lobstein, Lorraine et, par-dessus les murs, regardent leur poste de combat au milieu de l'usine Goodrich. Celle-ci est mise en état de défense, jets de vapeur prêts, et tout ce qu'on peut imaginer... Les délégations arrivent bientôt de chez Renault, Nieu-

port, Lioré-Ollivier... toute la métallurgie est sous pression. L'évacuation par la force devrait avoir lieu à midi : elle est retardée à 5 heures. 30.000 personnes sont sur les lieux et l'opération s'avère difficile.

Politique syndicale (suite)

Un mot... et toute la région parisienne est dressée... un autre mot et tout le territoire se met à l'unisson... et cette fois il est possible de parler clair au patronat provocateur, d'en finir avec les trusts spoliateurs, de reprendre la suite du mouvement de juin 36...

Non. L'esprit d'offensive et la volonté de victoire révolutionnaire sont absents (du moins chez les « responsables », quant aux masses, elles n'ont pas dit leur dernier mot). Les autorités syndicales donnent l'ordre de reprendre le travail dans les usines occupées par solidarité, cela sans même demander le retrait préalable des forces de police hors de la ville...

Les délégations auprès du Gouvernement se multiplient. On sait la suite : il faut toute l'autorité des responsables syndicaux pour arracher la décision de l'évacuation. La neutralisation de l'usine est obtenue jusqu'au règlement du conflit. Mais quel sera le résultat de l'arbitrage Chautemps?

L'attitude du Parti communiste

La direction des syndicats est sous l'influence du Parti communiste (Fédération et Union des syndicats); la solidarité dans la lutte joue incontestablement au départ : le déclenchement s'effectue en plein accord avec les militants communistes. Mais les ouvriers observent avec amertume qu'au moment où l'extension du conflit devenait considérable, au moment où la contagion analogue à celle de juin 1936 allait se développer à une allure vertigineuse, le coup de frein brutal a été donné. Il est apparu avec la proposition d'évacuation : « Prenez la responsabilité de ce qui arrivera ensuite », a-t-on dit au Comité de grève, « nous, nous ne le pouvons pas. » Or, une bataille de classe ne peut pas s'engager victorieusement dans de telles conditions. La ligne générale du P. C. est à la pause, à la main tendue et à la défense de la démocratie... capitaliste... Tout le reste s'explique facilement!

L'attitude du gouvernement dit de F. P.

Les ministres socialistes ont promis aux délégations de ne pas utiliser la force contre les ouvriers. Mais comment les gardes mobiles sont-ils venus? Il y a un préfet de police, un ministre de l'Intérieur responsables de ce « contact » possible, et particulièrement insupportable aux militants, entre la police et les ouvriers.

A-t-on mesuré du côté des ministres socialistes, les répercussions d'une attitude de compromis à l'égard d'un conflit de cet ordre? Sans doute, ils ont dû mettre en garde leurs collègues radicaux, mais dans quel langage? Il n'y en a qu'un qui soit efficace : « Ou bien la police restera hors de cause, ou bien les ministres socialistes s'en iront. » Nous avons le droit d'affirmer que ce langage